



Numéro 232

Le journal de la section SUD Inetum de Solidaires Informatique

Avril 2025

Nos réseaux



Sommaire

Mutuelle : Nous ne lâchons rien..1
Seniors en Danger : La Politique de l'Éviction chez Inetum.....2
Nouvel intranet : un nouveau jouet pour faire plaisir à la direction ?...3
Commission Environnement : La direction face à ses contradictions !.....5
Les brèves.....6

RÉUNION EN LIGNE

Prochaine réunion

le 14 avril 2025

à partir de 17h

Entretiens individuels

Réunion en ligne sur

<https://meet.solidaresinformatique.org/sudinetum-reunion-en-ligne>



Mutuelle : Nous ne lâchons rien !

Soutenus et encouragés par les 1800 salariés signataires de la pétition intersyndicale pour le maintien de cotisations Prévoyance Santé "justes et solidaires", nous maintenons la pression sur la direction et continuons à porter nos revendications :

Pour un régime « juste » :

- De mettre en place une cotisation sur la tranche B et C pour les conjoints
- De nous fournir les éléments permettant un calcul d'impact de cette mesure

Pour un régime solidaire mais soucieux de garantir l'équilibre du système :

- De maintenir le niveau de cotisations « salariés » au niveau de 2024
- D'augmenter les cotisations « conjoints » de +25 à 35 % en fonction de l'impact des cotisations sur les tranches B et C (au lieu des 142 % réclamé par la direction)
- D'augmenter les cotisations « inactifs » de 15 % (au lieu des 25 % réclamé par la direction)

Une hausse des cotisations sans précédent :

sur sa fiche de paie de février, un salarié gagnant 3300 € brut a vu sa cotisation "conjoint" passer de 35 € à 60 €. Sur sa fiche de paie de juillet, cette même cotisation sera de 85 €.

La baisse de la cotisation sur le contrat "salariés + enfants" de 3 € est loin d'apporter une compensation acceptable. Ce déséquilibre est surtout entraîné par le désengagement d'Inetum dans le financement du système de Complémentaire Santé en faisant l'économie de près de 500 K€ par an (et autant sur le régime Prévoyance).

Les organisations syndicales représentatives, toujours unies, continuent à se battre pour l'annulation de ces mesures : lors des réunions paritaires, mais aussi par des contentieux devant les tribunaux. Car non seulement ces décisions sont injustes et injustifiées, elles sont aussi brutales et non respectueuses des accords et des procédures légales de consultations.

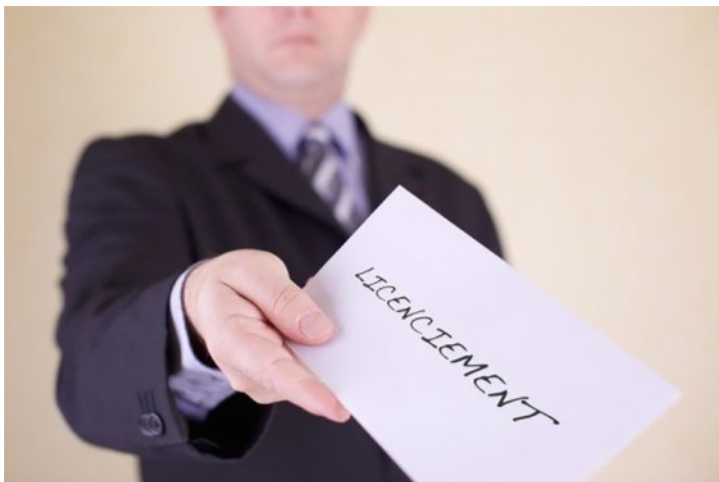
Une première procédure a été renvoyée par le Tribunal judiciaire en "Médiation" avant de tenter de trouver une solution négociée. Cette procédure devrait aboutir, nous l'espérons, durant le premier semestre.

Seniors en DANGER : La politique de l'éviction chez Inetum !!

Chez Inetum, les salariés seniors sont devenus des cibles privilégiées.

Leur âge ou leur supposée inadéquation avec les missions actuelles suffisent à les mettre sur la sellette. Et si, en plus, vous n'avez pas un bac+5, inutile d'espérer échapper à cette chasse méthodique. **"Tu n'as pas un bac+5 ? On ne veut plus de toi !"** semble être le mantra officieux de la direction. Bien que l'absence de ce diplôme soit un critère de choix pour figurer sur la "liste noire", elle n'est pas exclusive : même les seniors diplômés ne sont pas épargnés. Car chez Inetum, tout ce qui compte, c'est de réduire les effectifs coûteux, peu importe leur contribution passée ou leur expérience.

Pour s'en débarrasser, Inetum excelle dans l'art du licenciement pour faute grave, souvent basé sur des motifs inventés. Une simple fin de mission suffit : après des années à réaliser d'importantes et longues missions, voilà le moment idéal pour vous remercier. Vous refusez une mission en province pour des raisons personnelles ou familiales ? Parfait ! La direction saute sur l'occasion : un entretien préalable à un licenciement est vite organisé.



Après s'être bien gavée grâce à votre travail et vos efforts, Inetum vous montre la porte avec une froideur exemplaire. Quelle élégance !

Cette stratégie trouve ses racines dans le rachat d'Inetum par Bain Capital en 2022. Ce fonds d'investissement américain, célèbre pour ses méthodes brutales et son obsession du profit rapide, impose une gouvernance sans âme où seuls les chiffres comptent.

Bain Capital applique une logique implacable : restructurations drastiques, réduction des coûts humains et licenciements ciblés sont devenus la norme chez Inetum. Les salariés jugés "non stratégiques", notamment ceux en fin de carrière ou jugés trop coûteux, sont considérés comme des variables d'ajustement. Derrière les beaux discours sur la croissance et l'innovation se cache une réalité bien plus sombre : **l'humain n'a aucune place dans cette vision purement financière.**

Plutôt que de valoriser l'expérience et l'engagement accumulés au fil des années, Inetum adopte une approche opportuniste où **les collaborateurs sont réduits à de simples lignes dans un tableau Excel.**

Les besoins exprimés par les salariés lors des entretiens annuels ? Ignorés. La fonction managériale ? Réduite à exécuter des directives déshumanisantes. Mais rassurez-vous : seuls ceux qui appartiennent au "dessus du panier" – la crème de la crème aux yeux de la direction – bénéficient d'un traitement digne avec parachutes dorés et avantages réservés à l'élite.

Pour tous les autres ? Une sortie brutale et sans ménagement.

À ces collaborateurs jugés inutiles, Inetum adresse un message brutal et sans ambiguïté : **"Vous avez servi, nous en sommes fort aise : eh bien, disparaïssez maintenant !"**

Voilà comment on traite les seniors chez Inetum.

Bravo à la direction pour son humanité exemplaire ! un modèle dont on se souviendra longtemps, longtemps... mais pas pour les bonnes raisons.



Nouvel intranet : un nouveau jouet pour faire plaisir à la direction ?

Courant mars, le portail Sharepoint Inetum a été refondu et baptisé « My inetum France ».

Mais une interrogation nous brûle les lèvres : **pour qui le portail a-t-il été conçu ?**

Trêve de suspens, la réponse est bien évidente : **pour la direction et le service communication qui doivent se féliciter d'avoir un « si joli Sharepoint » aux nouvelles couleurs Inetum !** L'ajout du rose dans la charte graphique méritait bien un nouveau portail...

Soit. Une refonte est toujours utile.

A une condition : lorsqu'on prend la peine de se questionner sur QUI utilise le site, COMMENT et POURQUOI... Mais force est de constater que ce questionnement était hors scope. **Car si le portail avait été pensé pour les salarié-es, il aurait été tout autre.**

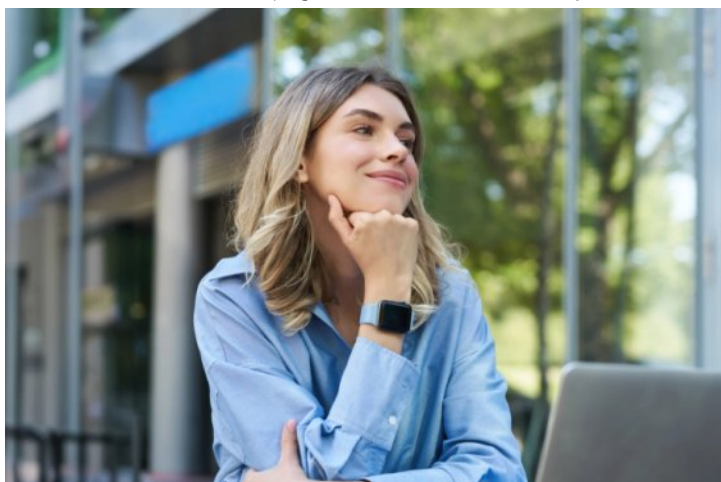
La démonstration en 5 points :

- La grande majorité d'entre nous s'y connectent (exclusivement ou presque) pour leurs tâches administratives : renseigner leurs CRA, Chronotime ou déclarer leurs notes de frais sous Concur. Si l'ancienne version permettait un accès rapide via une navigation verticale (barre latérale), les liens vers nos outils sont désormais dissimulés en bas de la page d'accueil, là où personne ne les voit. Dans le menu, aucun lien n'est proposé pour y accéder.

Ces tâches sont suffisamment pénibles à réaliser pour ne pas avoir à les chercher à chaque connexion...

- En revanche le « contenu corporate » lui, à l'image d'un site vitrine, est largement mis en avant à grand renfort d'images génériques que toute entreprise pourrait utiliser !

Nous vous laissons juger du naturel de ces photos :



En même temps, voyons le bon côté : ces photos nous permettent de voir des visages féminins. Chose assez rare dans les couloirs des agences Inetum...

• Et que dire de la manière dont le menu a été repensé ! Fini les terminologies compréhensibles de toutes et tous : « intranet, « news », « ressources humaines »... Maintenant il est question de « My way », « notre identité », « brand studio », « Business Lounge »... **Finalement, plutôt cohérent avec l'ensemble des formulations incompréhensibles que l'on nous assène depuis des mois telles que PMOM ou « Vivez votre impact numérique ».**

• **Autre point inadmissible : les représentant-es du personnel relegué-es dans les tréfonds du site.** Si auparavant le menu nous permettait d'y arriver en un clic, il faut maintenant passer par Notre identité / France / Représentation du personnel. Et bizarrement, à l'heure où nous écrivons ces lignes, les listes des élu-es n'ont été que partiellement reportées ! La direction souhaiterait-elle nous invisibiliser ? Limiter toute réclamation de la part des salarié-es ?

Menu de l'ancien portail :



Menu du nouveau portail :



• C'est ce que laisse également penser la disparition de l'outil Whispli, qui avait bonne place dans l'ancien menu. Cette application d'alerte anonyme a tout bonnement été supprimée. EDIT : après en avoir alerté la direction, l'outil est à nouveau accessible, mais au même niveau que tous nos outils et non plus dans la barre de menu principale, comme avant.

Mais nous sommes sauvé-es, en bas de page d'accueil il nous est demandé « appréciez-vous le nouvel Intranet ? » :

Alors forgez-vous votre opinion et à vos commentaires !

Commission Environnement : La direction face à ses contradictions !

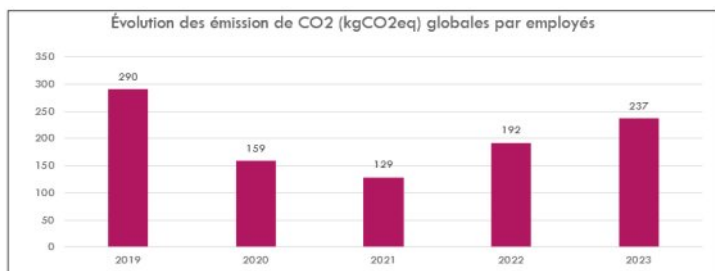
La commission environnement s'est enfin réunie après 18 mois d'attente et de réclamations.

L'occasion pour la direction de nous présenter les travaux effectués pour répondre aux obligations de la **directive européenne CSRD**⁽¹⁾.

La direction a pu présenter son bilan et les actions déjà entreprises comme la contractualisation de consommation d'énergie verte avec EDF, l'électrification de la flotte automobile, le tri des déchets, l'augmentation de la durée de vie du matériel, ...

Le télétravail a aussi un effet positif avec une baisse de trajet domicile / travail et malgré des effets rebonds comme l'augmentation de l'énergie au domicile des salariés. Globalement, ces effets de surconsommation sont compensés par la baisse drastique des surfaces des locaux Inetum que nous avons subi depuis plusieurs années. A la différence que **ce sont dorénavant les salariés qui paient cette consommation énergétique, non compensée par des indemnités télétravail au rabais.**

L'évolution des émissions de CO2 globales par employé est la suivante :



Deux lectures sont possibles :

- Une baisse de 22 % des émissions entre 2019 et 2023 dont se vante Inetum
- Une augmentation des émissions depuis 2021 qui montre une tendance inquiétante et qui semble rendre impossible les objectifs fixés de réduction de 55 % des émissions des GES à horizon 2050.

Ces objectifs se heurtent surtout à l'absence de volonté de la part d'Inetum de remettre en cause son système de croissance. Les mesures prises sont des mesures d'économies financières avant tout. **Mais quand il faut faire le choix entre rentabilité et impact carbone, alors l'impact financier l'emporte systématiquement.**

Deux exemples ont été développés par les élus lors de cette réunion :

- Le retour sur site des intercontrats de 3 à 5 jours par semaine n'est pas justifié alors que la plupart des tâches confiées (quand il y en a) peuvent se faire depuis le domicile. Les mesures coercitives, la pression à la démission, semblent ici plus importantes que l'impact sur l'environnement.
- Les déplacements et les missions éloignées qui se multiplient depuis fin 2024 sont un non-sens économique et écologique.

Pour Solidaires Informatique, la transformation du climat est un enjeu majeur, que quelques mesures d'économie ne régleront pas. Nous invitons la direction à mener une véritable réflexion, associant les salariés, sur le modèle de croissance des entreprises de technologie, sur l'usage des outils et du matériel, sur les choix des prestataires et des hébergeurs, sur le choix des clients et des projets parfois écocides et mortifères. Nous avons toutes et tous un rôle à jouer dans cette révolution verte nécessaire, pour sauver ce qui nous reste, notre avenir et celui de nos enfants.



⁽¹⁾ La Directive relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises, ou directive (UE) 2022/2464 CSRD, également appelée directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive en anglais), est une directive de l'Union européenne qui établit un nouveau cadre de reporting des entreprises cotées ou non, ETI (entreprises de taille intermédiaire), PME (petites ou moyennes entreprises) ou grandes entreprises. Elle concerne toutes les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) de leurs activités et est en lien avec d'autres réglementations importantes de l'Union européenne[1]. Son objectif est le reporting socio-environnemental des entreprises.

Les brèves...

Est

le directeur régional s'est fendu d'un mail personnalisé pour interroger les salariés qui ont eu l'outrecuidance de répondre "ne se prononce pas" au questionnaire du CRA aux questions sur l'évaluation du groupe, de l'ambiance d'équipe et de son management.

Quand on met la pression sur les salariés sur les réponses qu'ils formulent, cela vient détruire l'intérêt du questionnaire. Une attitude que nous déplorons, d'autant plus, quand ce questionnaire est le seul outil dont s'est doté la direction pour identifier les risques psycho-sociaux.

Sud-Ouest

l'inspecteur du travail est intervenu une demi journée en réunion CSE. L'occasion pour lui de rappeler quelques règles souvent élémentaires, parfois plus techniques, sur le fonctionnement du CSE et les obligations de la direction concernant la fourniture de documents, la tenue des consultations et l'organisation des enquêtes conjointes lors d'alertes soulevées par les élus.

Nous rappelons à tous les managers que le choix "ne se prononce pas" est une exigence de l'inspection du travail après l'alerte portée par les élu.es auprès de la direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités.

Un.e salarié.e n'a aucune obligation de répondre au questionnaire et ne doit subir aucune pression !

Le 1er mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, va se tenir dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. **Solidaires Informatique** réaffirme son engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, les travailleur-euses sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Loin de "désmicardiser" le pays, il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salarié-es avec des fiches de paie proches du SMIC. A l'image du SMIC, il faut à minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence d'augmenter les salaires et les retraites.

Solidaires Informatique appelle à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose. Pour une Europe sociale et des peuples : ni dépendance à la finance, ni poison de l'extrême-droite, pire ennemi des travailleurs et travailleuses ! Notre organisation milite pour le renforcement de la protection sociale et s'oppose aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquies des travailleurs et travailleuses.

Nous dénonçons les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Le 1er mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nous appelons les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant-es et retraité-es, à manifester partout en **France le 1er mai contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.**





Les adhérent.es de Solidaires Informatique étaient réunis en congrès début avril durant 3 jours. L'occasion d'élire le nouveau bureau (représentés par deux membres de la section Inetum), de discuter de notre fonction et de notre développement, de fixer nos axes revendicatifs et notre positionnement interprofessionnel et international.

Ce congrès était aussi l'occasion de présenter nos nouvelles couleurs. Un changement qui ne modifie en rien notre détermination à construire un monde plus juste et solidaires.

Rejoignez nous dans nos combats, soutenez nos actions ! Et si vous passiez le cap ? Adhérez à Solidaires Informatique

Vos interlocuteurs.rices au sein de l'UES Inetum

DSC FRANCE

Vincent Bracchetti
06.70.49.84.93
Franck Auger (adjoint)
06.99.91.88.33

NORD

Guillaume Mahelle (DS)
07.77.39.30.46
Olivier Lefrancq (DS)
06.19.87.58.97
Régis Schafran (DS)
06.52.06.49.98
Patrick Demay (RS)
06.19.15.40.66

EST

Christophe Schmeltzer (DS)
06.32.19.07.53

OUEST

Anne Oury (DS)
06.30.49.67.67
Christophe Baudry (DS)
06.88.60.75.20
Sylvia Caron (DS)
06.24.01.26.60
Pascal Guillaume (RS)
06.88.07.71.48

ILE-DE-FRANCE

Murielle Torres Rivas (RS)
06.83.63.28.20
Julien Schiavo (RSS)
07.66.71.77.84

RHÔNE-ALPES

Marc Aubertin (DS)
06.70.40.47.88

SUD-OUEST

Jean-Philippe Calvel (DS)
06.83.44.63.12
Laurent Larrieu (DS)
06.74.20.34.46
Aïcha Sedrini (RS)

MÉDITERRANÉE

Laure Netz (DS)
06.09.34.78.20
Jean-Michel Valers (DS)
06.62.14.25.48

Retrouvez l'intégralité de nos communications mensuelles sur le site Solidaires Informatique Inetum :

